



LES POLITIQUES AGRICOLES SOUS BOLSONARO

*Eric SABOURIN, Carolina MILHORANCE, Paulo NIEDERLE,
Catia GRISA, Sergio PEREIRA LEITE et Sergio SCHNEIDER*

INTRODUCTION

Entre 1995 et 2015, le Brésil s'est illustré comme un véritable laboratoire de politiques publiques en matière de développement rural, d'agriculture familiale et de sécurité alimentaire. (Tonneau et Sabourin, 2009 ; Sabourin, 2018) à l'image d'autres pays d'Amérique Latine durant une période de gouvernements progressistes (Vergara-Camus et Kay, 2017). Une part importante de ces instruments et des innovations expérimentées provenait de revendications ou de propositions des mouvements sociaux ruraux (syndicats des travailleurs ruraux, mouvements des femmes, des sans terre, de l'agroécologie, des Ong de solidarité, etc). Pour autant les gouvernements de Fernando Henrique Cardoso (1995-2003) et surtout de Lula da Silva (2003-2010) ont conduit à la mise en place de dispositifs de participation, que ce soit pour l'élaboration, le suivi ou même la mise en œuvre de ces politiques (Avritzer, 2019 ; Schneider *et al.*, 2004).

Combien même l'agriculture familiale et les peuples traditionnels aient bénéficié des politiques spécifiques, une constante de ces gouvernements aura été un appui considérable en matière de ressources publiques (recherche, crédit agricole, infrastructures, avantages fiscaux) au secteur de l'agrobusiness qui occupe 75% de la surface agricole utile (Sabourin, 2014). Ces politiques pro agrobusiness se sont également appuyées sur la stabilisation monétaire autour du Real, puis sur une croissance économique forte durant les années 2000 soutenue par la demande internationale, par celle d'un grand marché interne et par des cours mondiaux favorables des commodities agricoles (Salama, 2014).

<https://doi.org/10.54695/pal.119.073>





Le gouvernement du président Jair Bolsonaro (2019-2022) a constitué une rupture avec cette dynamique dans la mesure où il a associé le démantèlement des politiques spécifiques à l'agriculture familiale, aux travailleurs sans terre et communautés autochtones, d'une part ; et une dérégulation des limites à l'expansion illégale et prédatrice de l'agrobusiness, d'autre part.

Cet article propose un bilan, certes encore partiel, de la politique agricole du gouvernement Bolsonaro, principalement à partir du cadre d'analyse du démantèlement des politiques publiques (Bauer *et al.*, 2013).

Selon Mény et Thoenig (1989, p. 140), « toute politique publique englobe une théorie du changement social ». Pour Muller (2005, p. 156), « une politique publique se définit toujours par rapport à un changement [...] pour stopper une évolution ou favoriser la transformation d'un milieu ».

L'approche institutionnaliste des politiques publiques a favorisé les notions de rupture et de moments critiques pour expliquer le poids des décisions antérieures en résister aux changements, ou, en autres mots, la « dépendance au sentier » (Mahoney & Thelen, 2010). Pierson (1994) a analysé les changements dans les trajectoires politiques à long terme pour caractériser la régression de l'État providence et des politiques sociales.

D'autres approches sont également basées sur l'analyse de la succession ou des trajectoires des politiques dans le temps, à l'exemple du débat sur le démantèlement des politiques, qu'est un sous-thème dans la littérature des changements des politiques publiques (Palier *et al.*, 2010).

Bauer *et al.* (2013) montrent comment des acteurs sociaux, en particulier des décideurs politiques, évaluent les coûts et bénéfices de décisions « radicales » en termes de modification des opportunités et des résultats politiques dans l'opinion publique. Cette littérature sur le démantèlement des politiques examine pourquoi des responsables gouvernementaux optent délibérément pour la suppression d'une politique (Bauer *et al.*, 2013). La réflexion porte sur la nature de la politique qui provoque la diminution du nombre de mesures dans un secteur donné et la réduction du nombre ou de l'intensité des instruments et des ressources. Il peut s'agir de transformations des éléments centraux d'une politique, de la manipulation ou de l'instrumentalisation des capacités de mise en œuvre et d'accompagnement (coupures ou réductions budgétaires, suppression d'instruments ou d'espaces de négociation), ou encore d'extinction de la politique. La décision du démantèlement est interprétée en fonction de la perception d'un bénéfice politique. Le coût politique serait moindre que dans le cas de la poursuite d'une politique donnée. Par ailleurs, divers facteurs peuvent provoquer un moment critique et conduire à la fin d'une politique publique, qu'ils soient externes (crise financière internationale) ou domestiques : des « temps politiques », comme ceux des élections, durant lesquels on évite de supprimer des politiques contre l'opinion des électeurs (Bauer *et al.*, 2013).





Bauer *et al.* (2013) identifient quatre principales stratégies de démantèlement des politiques qui diffèrent selon un gradient du processus, en particulier s'il est consciemment assumé ou bien si les décideurs politiques souhaitent cacher leurs actions et décisions. Premièrement, le « démantèlement par défaut » repose sur une réduction d'allocations budgétaires à faible visibilité et sur l'absence de toute décision pouvant alerter l'attention de l'opinion publique. Deuxièmement, le « démantèlement par changement d'arène » se réfère à la décision de déplacer une politique vers un autre cadre institutionnel, par exemple un autre niveau de gouvernement (décentralisation), des agences plus faibles ou un autre secteur où cette politique recevra une priorité moindre. Troisièmement, le « démantèlement par action symbolique » consiste à faire en sorte que toute intention de démantèlement soit clairement et directement attribuée aux décideurs politiques. Ainsi, les déclarations politiques ne conduisent pas nécessairement à des effets et résultats, mais restent symboliques. Ce type de stratégie peut être le résultat de fortes contraintes institutionnelles ou de l'hétérogénéité des préférences des acteurs politiques. Enfin, la stratégie la plus directe est le « démantèlement actif », qui affiche une grande visibilité avec une forte préférence pour la suppression d'une politique. Un tel démantèlement peut être gratifiant pour les décideurs politiques en raison de demandes fortes ou de positions idéologiques. Ce mouvement peut concerner un secteur précis puis s'étendre à d'autres comme dans le cas des politiques sociales (Bauer *et al.*, 2013).

Cette littérature sur le « démantèlement des politiques » (Bauer & Becker, 2020 ; Bauer & Knill, 2012) récemment appliquée au cas du Brésil (Sabourin *et al.*, 2019 ; Sabourin *et al.*, 2020, Niederle *et al.*, 2022) examine les motifs et la mise en œuvre de différentes stratégies institutionnelles de démantèlement et comment elles s'articulent à la notion de « changement de paradigme »¹ (Hogan & Howlett, 2015 ; Béland & Cox, 2013 ; Hall, 1993) qui a marqué la trajectoire récente des politiques agricoles du Brésil (Grisa, 2012).

Nous utilisons les notions de déréglementation (Crozet, 2007) ou de dérégulation des normes et des instruments de politiques publiques (Lascoumes et le Gales, 2018) pour rendre compte des processus d'assouplissement des contrôles ou conditions d'exercice de la production agricole, en particulier en matière foncière, juridique, environnementale ou sociale. Il s'agit à la fois de processus de libéralisation mais également de réduction des mesures de protection (sociale, environnementale, sanitaire) en faveur de l'agrobusiness, des entreprises minières et forestières et contre les travailleurs salariés.

1. Selon Hall (1993), le « paradigme politique » est le prisme à travers lequel les acteurs opèrent et légitimer leurs choix, définissant ainsi les paramètres de ce qui est imaginable, possible acceptable et réalisable en termes de politique publique (Carson, Burns & Calvo, 2009).





Les informations proviennent principalement des travaux de l'Observatoire des Politiques Publiques pour l'Agriculture (<http://oppa.net.br/>), animé par le Centre de Recherche sur le Développement, Agriculture et Société (CPDA) de l'Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro, du laboratoire GEPAD (<https://www.ufrgs.br/agrifood>) de l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul et des études au Brésil du Réseau PP-AL (Politiques Publiques et développement Rural en Amérique Latine, www.pp-al.org).

L'article est divisé en trois parties : la première porte sur le démantèlement des politiques spécifiques ; la seconde sur le soutien aux demandes de l'agrobusiness, notamment, en ce qui concerne à la dérégulation des instruments ; et la troisième analyse quelques-uns des processus en cours pour le monde agricole brésilien à la fin du mandat de Jair Bolsonaro.

1. LE DÉMANTÈLEMENT DES POLITIQUES D'AGRICULTURE, D'AGROÉCOLOGIE, DE RÉFORME AGRAIRE ET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Il est important de rappeler qu'en matière de démantèlement des politiques sociales et éducatives, mais également de développement rural et agriculture familiale, la crise économique et budgétaire durant le second gouvernement Dilma Rousseff (2015-2016) puis les mesures brutales de contrôle fiscal prises par le gouvernement Michel Temer (2016-2019) avaient largement préparé le terrain au Président Bolsonaro. Milhorance (2022) rappelle que Michel Temer a utilisé sa première semaine de mandat pour supprimer le Ministère du Développement Agraire (MDA) et réduire la portée de plusieurs politiques sociales, notamment les transferts monétaires conditionnels (Bolsa Família) (Andrade, 2020). L'amendement constitutionnel 95 a gelé les dépenses publiques pendant 20 ans, y compris celles pour l'éducation et le système de santé universel (Ribeiro-Silva *et al.*, 2020). Une régression sans précédent du système public établi par la Constitution brésilienne de 1988 pour réduire les inégalités sociales et protéger les populations vulnérables avait ainsi été déjà réalisée par le gouvernement Temer (Laschefski & Zhouiri, 2019 ; Reis, 2018).

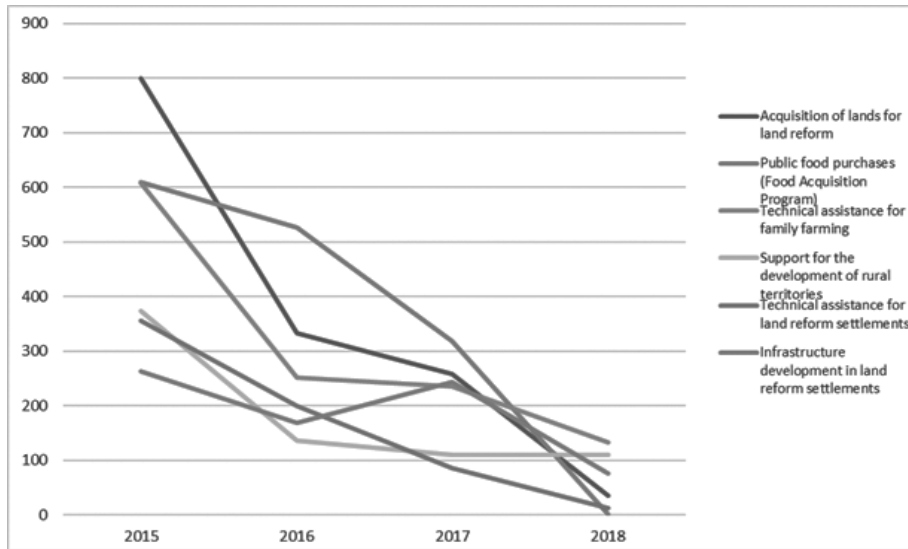
Le cas le plus emblématique de démantèlement a été l'extinction du MDA dédié aux agriculteurs familiaux, en termes de réduction drastiques des budgets d'abord (figure 1) puis en matière de suppression de politiques ciblées et spécifiques. Sur le plan symbolique et discursif, ce processus a cherché à homogénéiser le public cible, effaçant la diversité des zones rurales, et à traiter les différences entre catégories de producteurs uniquement du point de vue de la taille ou de l'échelle des exploitations. L'extinction du MDA devenait ainsi nécessaire, afin de procéder au rapprochement entre agriculture familiale et agrobusiness dans un modèle unique d'agriculture brésilienne (Niederle *et al.*, 2019). Bolsonaro paracheva le processus en réintégrant le secrétariat d'agriculture familiale au sein du puissant Ministère de l'Agriculture, Élevage et Approvisionnement (MAPA), essentiellement dédié à l'agrobusiness et en nommant un général à la tête





de l'Institut National de Colonisation et Réforme Agraire (INCRA)². La politique foncière s'est d'ailleurs limitée au transfert de titres de propriétés aux bénéficiaires de la réforme agraire et à la dérégulation de ces terres auparavant inaliénables et non commercialisables afin qu'elles puissent rejoindre le marché foncier (Sauer *et al.*, 2017 et 2019).

Figure 1 : Réduction des ressources publiques à l'agriculture familiale entre 2015 (gouvernement Dilma) et 2018 (gouvernement Temer)



Source : Niederle *et al.*, 2019.

L'approche néolibérale a été renforcée par le récit selon lequel la réduction de la taille de l'État et le remplacement de ses prérogatives par l'initiative privée étaient nécessaires pour entraver la corruption. La large couverture médiatique des scandales de corruption a contribué à attirer le soutien populaire à cette idée (Andrade, 2020 ; Christophe *et al.*, 2021 ; Feres Júnior & Gagliardi, 2021). Nouveauté de cette rhétorique populiste, les bénéficiaires des politiques sociales (par exemple, les communautés traditionnelles, les peuples indigènes et les agriculteurs familiaux) ont été dépeints comme les « ennemis » de la nation, les bénéficiaires de politiques « assistentialistes » et gaspilleurs de ressources publiques. La suppression de politiques spécifiques pour l'agriculture familiale a été justifiée au prétexte que la majorité des exploitations de ce segment ne seraient pas productives ni économiquement viables et qu'il n'y aurait donc que l'agriculture insérée

2. En 2016 le MDA est dissous et une partie de ses activités est transférée au Ministère du Développement Social et Agraire. Ce processus sera fortement accentué au sein du gouvernement Bolsonaro, à partir de janvier 2019, lorsque ces attributions des politiques agricoles retournent au Ministère de l'Agriculture et Elevage (MAPA), sous l'égide d'une vision beaucoup plus conservatrice.





dans les grandes filières d'exportation qui soit digne d'être soutenue publiquement (Alves *et al.*, 2010 ; Navarro, 2011).

Milhorance (2022) pointe le discours bolsonariste faisant état d'un soi-disant « citoyen brésilien universel », utilisé pour justifier le démantèlement des politiques de réduction des inégalités fondées sur des instruments de ciblage des populations vulnérables, essentiellement les peuples autochtones et les agriculteurs familiaux (Polidoro, 2020 ; Sabourin *et al.*, 2020). Plus qu'un tournant néolibéral, ce discours a cherché à homogénéiser le public cible et à effacer la diversité des territoires ruraux (Niederle *et al.*, 2019). Il a été mobilisé pour modifier les objectifs politiques et revoir les droits historiques des groupes minoritaires et des populations autochtones. L'argument de l'austérité a été appliqué uniquement aux domaines politiques considérés comme bénéfiques pour les opposants de Bolsonaro. Simultanément, les dépenses militaires ont été progressivement étendues, y compris les augmentations de salaire pour compenser la réforme des retraites (Schreiber, 2020).

La fin des espaces de consultation et des conseils participatifs

Le Conseil National de Développement Rural Durable (CONDRAF), principal espace de participation et de contrôle social, créé en 1999, réunissait des représentants du gouvernement et de la société civile pour débattre des politiques de développement rural du pays. Ce conseil a joué un rôle central dans la construction des plans annuels de financement de l'agriculture familiale, la diversification et l'adaptation des politiques publiques et la promotion de la démocratie directe. Il a été supprimé en juin 2019 par le décret 9 759, signé lors de la cérémonie qui a marqué les cent premiers jours du gouvernement Bolsonaro. Les arguments utilisés pour masquer ce processus de démantèlement actif de la démocratie brésilienne furent la nécessité de réduire les coûts financiers et l'influence idéologique sur la gestion publique (Avritzer, 2019). Néanmoins, à la demande du Parti des travailleurs, la Cour suprême fédérale a accordé une injonction empêchant l'extinction et, en février 2020, par le décret 10 253, le Condraf a été « réactivée ». La réponse du gouvernement a été une stratégie d'inefficacité, qui s'est traduite par le refus de convoquer les réunions du conseil (Niederle *et al.*, 2022).

Dans le cas du gouvernement Bolsonaro, paradoxalement, le démantèlement symbolique a eu deux visages. D'une part, certaines politiques ont été supprimées, alors qu'elles étaient déjà marginales, en raison de leur valeur idéologique (la politique nationale sur l'agroécologie et la production biologique, ou le soutien aux communautés indigènes et aux peuples traditionnels). En revanche, le démantèlement d'autres politiques, également associées au précédent gouvernement du Parti des Travailleurs, a été annoncé à grand renfort de publicité, ce fut le cas des conseils nationaux de sécurité alimentaire et surtout ceux dédiés à l'environnement et aux populations autochtones. L'administration Bolsonaro a ainsi supprimé les deux instances de coordination de la Politique nationale d'agroécologie et





de production biologique (PNAPO), la Commission nationale pour l'agroécologie et la production biologique (CNAPO), formée de représentants du gouvernement et de la société civile et la Chambre interministérielle d'agroécologie et de production biologique (CIAPO) composée de représentants de dix ministères. Leurs propositions avaient permis de construire les deux premiers Plans nationaux d'agroécologie et de production biologique (PLANAPO). Le terme même d'agroécologie a été éliminé du vocabulaire officiel, au point que même la représentation de la FAO au Brésil évite de l'utiliser. Le gouvernement Bolsonaro a également supprimé le Conseil national de sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONSEA), un organe consultatif de la Présidence de République et un espace central de coordination entre les acteurs publics et la société civile pour le suivi et la mise en œuvre des politiques publiques à partir d'une approche intersectorielle. Cela a entraîné une fragilisation du Système de sécurité alimentaire au pire moment : crise économique, puis crise sanitaire avec la pandémie Covid-19 (Rede PENSSAN, 2022).

2. LE SOUTIEN AUX DEMANDES LES PLUS RADICALES DE L'AGROBUSINESS

La politique agricole du gouvernement Bolsonaro a été l'expression des revendications les plus osées du secteur le plus libéral et prédateur de l'agrobusiness extractif (Pompeia, 2022 ; Pompeia & Schneider, 2021). Elle s'est principalement traduite par un large processus de déréglementation des normes environnementales et de protection des terres publiques et des réserves des peuples autochtones (Dagicour, 2020). Dans un contexte commercial international déjà favorable, ces revendications sont portées principalement par la Confédération Nationale de l'Agriculture et de l'Élevage (CNA), le syndicat de l'agrobusiness, et par un groupe parlementaire multipartite appelé « *bancada ruralista* » qui défend au sein du Congrès les intérêts des secteurs agro-industriels, miniers et forestiers. Ainsi, Bolsonaro a soutenu une politique de crédit agricole favorable à l'agrobusiness, malgré quelques critiques du secteur, mais, surtout, a favorisé fortement la financiarisation de l'agriculture brésilienne à partir des deux lois approuvées en 2020 (Loi 13.986/2020, connue en tant que « Loi de l'Agro ») et 2021 (Loi 14.130 qui a réglé les fonds d'investissement dans les filières agro-industrielles - FIAGRO), qui ont élargi les possibilités de l'application des ressources financières (dont le capital international) dans la production agricole en privilégiant les intérêts des actionnaires.

La dérégulation foncière et environnementale

Une promesse de campagne de Bolsonaro en 2018 était de ne procéder à aucune implantation de projet de réforme agraire et de délimitation de terre indigène ou reconnaissance de territoire *quilombola* (Leite *et al.*, 2019 ; Sauer *et al.*, 2020). Le gouvernement Temer a adopté un démantèlement par défaut de la politique de régularisation foncière qui bénéficie à l'agrobusiness au détriment de l'agriculture familiale, complété par un démantèlement à la fois symbolique et actif sous Bolsonaro. Plusieurs autres





projets de loi et décrets de Mesures Provisoires intensifient le processus de démantèlement des politiques de réforme agraire et foncière et des droits à la terre des peuples traditionnels et communautés indigènes (Sauer *et al.*, 2020). La nouvelle législation a élargi la régularisation des terres publiques occupées irrégulièrement en Amazonie de 1 500 à 2 500 hectares pour tout le Brésil. Les terres régularisées ne devant être payées au plus qu'à 50% de la valeur marchande établie par l'INCRA (Sauer *et al.*, 2020).

Ce processus de réponse aux demandes de l'agrobusiness passe également par l'assouplissement de l'enregistrement environnemental, le moindre contrôle sur les pesticides et l'autorisation de nombreux produits interdits en Europe, la réduction du contrôle et des sanctions environnementales et un affaiblissement généralisé des institutions chargées de ces fonctions l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (IBAMA) et l'Institut Chico Mendes pour la conservation de la biodiversité (ICMbio). Des coupes budgétaires significatives ont été observées pour ces agences qui supervisent directement la forêt amazonienne. Au cours de sa première année de gouvernement, Bolsonaro a réduit de 95% le budget de la politique nationale sur le changement climatique, de 26% celui du programme fédéral de gestion et de mise en œuvre de la conservation, de 24% celui du programme d'inspection et de contrôle de l'IBAMA (Brown, 2022). En plus, une loi (le PL 2362/2019) propose la fin des zones de Reserve environnementale des propriétés rurales, abolissant une partie du Code Forestier et réduisant la protection de 167 millions d'hectares de végétation primaire³.

Une autre mesure a été la tentative de transférer la responsabilité de la démarcation des terres indigènes de la Fondation nationale de l'indien au ministère de l'Agriculture, dirigé par des groupes pro-agro-industrie. Les arguments de « l'utilisation improductive » de ces terres par les populations indigènes et le souci de les intégrer dans une « voie de développement économique » ont été avancés pour justifier ces changements. (Sauer *et al.*, 2020).

Sur la base des arguments souverainistes concernant l'Amazonie, le gouvernement promeut un récit populiste d'un « ennemi étranger » intéressé par les ressources naturelles du Brésil (Sabourin, Grisa *et al.*, 2020). De même, l'ex-ministre des Affaires étrangères de Bolsonaro, Ernesto Araujo, a renforcé ce récit en présentant les politiques climatiques et anti-déforestation comme faisant partie d'un « complot marxiste international » (Watts, 2018).

La déréglementation des pesticides

En 2022, le projet de loi 6299/2002 (dénommé « paquet du poison » par les acteurs de la société civile)) a été approuvé par le Congrès national. Actuellement, 4 644 pesticides sont autorisés à être utilisés, dans le cadre

3. In journal *Valor Econômico* édition du 29 avril 2019.





d'activités agricoles ou non. Parmi ceux-ci, 1 560 ont été accordés par Bolsonaro – le président a commencé son gouvernement, en 2019, avec la libération de 475 produits, suivie de 493, en 2020, 562, en 2021, et 30 dans les trois premiers mois de 2022. Ces données ont été obtenues sur la base de la loi sur l'accès à l'information. 1 082 de ces produits, soit 23,30%, dangereux. Le projet « Por Trás do Alimento », en partenariat avec l'Agence publique de santé et Reporter Brésil a lancé le 14 mai 2022 le Robotox, qui surveille quotidiennement l'absorption de nouveaux pesticides. Les premiers résultats montrent que 27 produits sont présents dans l'eau d'une ville sur quatre, dont 16 extrêmement toxiques et 11 associés à des maladies chroniques (Modelli, 2022).

En 2021, Bolsonaro a également modifié la loi sur les substances toxiques de 1989 afin de libérer et d'assouplir le registre des pesticides qui peuvent causer le cancer. Le projet de loi 6299/2002, modifie le contrôle de l'autorisation des nouveaux pesticides, en excluant le rôle de l'Agence nationale de surveillance sanitaire (Anvisa) et de l'IBAMA. Ainsi, le processus d'autorisation est centralisé au MAPA. Le projet de loi 4166/2012 autorise la production de produits génériques dans le pays, ce qui augmente la quantité de pesticides disponibles, sans respecter les mêmes critères de qualité de production que les fabricants d'origine (Campanha Permanente, 2022).

Politique alimentaire : croissance de la pauvreté, de la malnutrition et retour de la faim

La réduction des unités de la Compagnie Nationale d'Approvisionnement (Conab) au nom du libéralisme a signifié la fin des stocks, réserves et des possibilités de régulation alimentaire. (MAPA CONAB, 2019). Elle s'est accompagnée de la réduction considérable des ressources des programmes d'achats publics d'aliments et des valeurs périmées des repas scolaires par habitant face à l'inflation alimentaire (Niederle *et al.*, 2022). Si le programme d'alimentation scolaire a été initialement moins impacté, compte tenu de sa forte capillarité dans les administrations municipales, les achats aux agriculteurs familiaux ont progressivement diminué après que la société civile a perdu son rôle de surveillance avec l'extinction du CONSEA (OAE, 2021). Associé à la fin des politiques spécifiques pour l'agriculture familiale ces mesures ont conduit au transfert de 30% de la surface en cultures alimentaires vers l'agrobusiness pour des productions de commodities destinées à l'exportation (Porto et Castro, 2020) – ce qui a contribué pour l'augmentation du PIB de l'agrobusiness (Figure 2).

Le gouvernement fédéral a abandonné toute politique de stocks réguliers de céréales. Il n'a plus aucun contrôle sur l'offre et la demande, laissant les «lois du marché» réguler les prix, pas toujours en faveur des producteurs mais surtout au bénéfice des grandes filières de vente en gros et au détail. Gorgen (2020) cite l'exemple du riz : une production de 11,2 millions de tonnes, avec des importations de 1,1 million de tonnes, une consommation de 10,8 millions de tonnes et des exportations de 1,5 million de tonnes, ce qui laisse un stock de 537,5 milliers de tonnes entre les mains du secteur





privé qui dicte les prix. Cette situation a aggravé les conséquences de la pandémie en matière d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Le plan de récolte lancé en juin 2021 – principal instrument de la politique agricole de l'État – n'envisage aucun mécanisme pour accroître l'offre alimentaire. Il est concentré sur le soja et quelques autres produits d'exportation.

Entre fin 2021 et début 2022, l'augmentation impressionnante (20% en moyenne) du prix du panier alimentaire de base (lait, haricots, riz, légumes, pain, fruits, manioc, etc.) a intensifié la crise. Il existe plusieurs causes : faibles stocks, faible offre alimentaire, résultant de l'abandon de l'appui à l'agriculture familiale et paysanne, au-delà de la forte croissance du prix international des commodities à partir de la moitié de 2020. Le cours du dollar surcoté par rapport au réal dévalué stimule la production exclusivement destinée à l'exportation. Le coût élevé de l'importation d'intrants chimiques et de denrées alimentaires entraîne une forte augmentation des prix, aggravée après la guerre de l'Ukraine. Le Congrès a voté, deux fois, l'augmentation de l'offre de nourriture via les politiques publiques de soutien à l'agriculture familiale et l'augmentation de la production d'aliments de base. Bolsonaro a opposé son veto, car le secteur de l'agrobusiness craignait une réduction des prix agricoles. Cette situation a réduit d'autant le maigre pouvoir d'achat autorisé par l'aide de 600 R\$ (environ 120 €) au début de la pandémie qui a été depuis réduit à 240 R\$ (environ 50 €) (Gorgen, 2020).

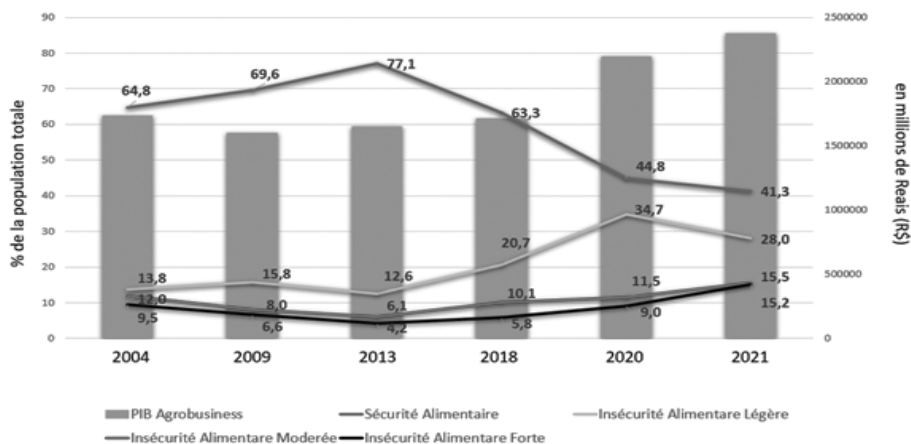


Figure 2 : Evolution du PIB de l'agrobusiness au Brésil et des niveaux de sécurité et insécurité alimentaires

Source : Centro de Estudos Avançados em Economia Aplicada <https://www.cepea.esalq.usp.br/br/pib-do-agronegocio-brasileiro.aspx> et II Inquérito Nacional sobre Insegurança Alimentar no Contexto da Pandemia da COVID-19 no Brasil, Rede PENSSAN (2022).

L'enquête nationale de sécurité alimentaire du Réseau PENSSAN (2022) révèle que le nombre de foyers dont les résidents ont faim est passé de 9% (19,1 millions de personnes) à 15,5% (33,1 millions de personnes) entre





2020 et 2022. En un peu plus d'un an, 14 millions de nouveaux brésiliens se retrouvent en situation de faim. La poursuite du démantèlement des politiques publiques, l'aggravation de la crise économique, l'augmentation des inégalités sociales et la deuxième année de la pandémie de Covid-19 ont maintenu plus de la moitié (58,7%) de la population brésilienne dans l'insécurité alimentaire, à différents niveaux de gravité. Parmi les ménages ruraux, le segment de l'agriculture familiale a subi l'impact de la crise économique, mais a été particulièrement touché par le démantèlement des politiques publiques destinées aux petits producteurs. Les formes les plus sévères d'insécurité alimentaire sont présentes dans environ 38% des ménages d'agriculteurs familiaux (PENSSAN, 2022 : 41).

3. LES CONSÉQUENCES À LA FIN DU GOUVERNEMENT DE BOLSONARO (2019-2022)

Le démantèlement des réglementations environnementales et des politiques foncières a entraîné une augmentation sans précédent des taux de déforestation et des feux de forêt, de la pollution par les pesticides et des conflits fonciers (Barbosa *et al.*, 2021 ; Ferreira *et al.*, 2014 ; Levis *et al.*, 2020 ; Sabourin *et al.*, 2020). Ces changements ne sont pas passés inaperçus, car l'attention internationale a été attirée par la déréglementation environnementale du Brésil et les attaques contre les populations traditionnelles et leurs terres. La prise de conscience des consommateurs européens a appelé à un discours plus nuancé et moins idéologique des acteurs de l'agro-business par le ministre de l'agriculture. Cependant, dans les territoires ruraux, les attaques contre les ONG et les normes environnementales continuent. Il reste à analyser dans quelle mesure les acteurs nationaux seront capables de rétablir leur légitimité politique et de construire de nouvelles coalitions avec le soutien des acteurs internationaux (Capelari *et al.*, 2020).

L'augmentation de la déforestation

Dès le début de son mandat, le gouvernement Bolsonaro avait réduit de plus de 20% le budget d'inspection environnementale, de prévention et de contrôle des incendies de forêt. Certaines de ces réductions concernaient des dépenses discrétionnaires, comme l'achat de carburant pour les véhicules de surveillance de la forêt et l'hébergement des agents qui luttent contre la déforestation sur le terrain (Pereira *et al.*, 2020). Ces mesures ont eu un impact direct sur l'augmentation de la déforestation en Amazonie brésilienne, car le discours du gouvernement encourage les pratiques illégales de feux de forêt. Selon une étude de l'Institut de recherche AMAZON (2021), la déforestation en Amazonie a été de 1.974 km² d'août 2018 à mars 2019.

Selon l'Ipam (2022) la déforestation en Amazonie a augmenté de 56,6% entre août 2018 et juillet 2021 par rapport à la même période de 2016 à 2018 selon les images satellites du Projet de suivi de la déforestation en Amazonie légale (Prodes) de l'Institut national de recherche spatiale (INPE). Des données brutes fournies par l'INPE montrent que 32 740 kilomètres





carrés (km²) de forêts ont été dévastés dans la région amazonienne du Brésil de 2019 à 2021, contre 20 911 km² au cours de la période triennale précédente, soit de 2016 à 2018 (figure 3).

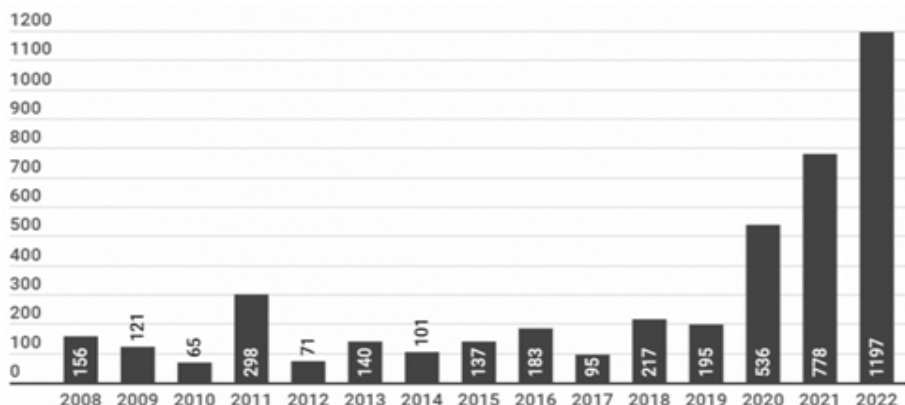


Figure 3 : Mesure de la déforestation en Amazonie brésilienne au mois d'avril (km²)

Source : Système d'alerte de la déforestation (SAD) Imazon <https://imazon.org.br/imprensa/desmatamento-na-amazonia-cresce-54-e-atinge-pior-abril-dos-ultimos-15-anos/>

Les augmentations consécutives de la destruction des forêts depuis 2018 sont facilitées par « l'affaiblissement des organismes de contrôle, l'absence de sanctions pour les crimes environnementaux, ainsi que la réduction significative des actions de lutte et de contrôle immédiats et les reculs législatifs ». Selon le rapport de l'Ipam, plus de la moitié de la déforestation s'est produite sur des terres publiques, principalement (83%) dans des zones du domaine fédéral. « En termes absolus, les forêts publiques non désignées ont été les plus durement touchées : elles ont connu un pic de 85% de la superficie déboisée, passant de 1 743 km² abattus par an à plus de 3 228 km². L'année dernière, cette catégorie de forêt publique a concentré un tiers de toute la déforestation dans le biome » (IPAM, 2022).

Conflits socio-environnementaux et violence dans les campagnes

Le « démantèlement par action symbolique », est ainsi devenu une partie intégrante du processus de démantèlement. Mais il fonctionne également de manière autonome lorsque, par exemple, le président Bolsonaro encourage la désobéissance aux normes environnementales et critique l'idée de changement climatique, même en l'absence de décision de démantèlement. Les critiques récurrentes du secteur de l'agro-industrie envers de prétendues irrégularités dans la gestion des achats publics à l'agriculture familiale ont conduit à un processus de judiciarisation du PAA et, par conséquent, à dissuader des agriculteurs d'accéder à ce programme. Pour divers leaders syndicaux ou des organisations indigènes et de sans terre, la judiciarisation s'est prolongée par la criminalisation, voire sous Bolsonaro par

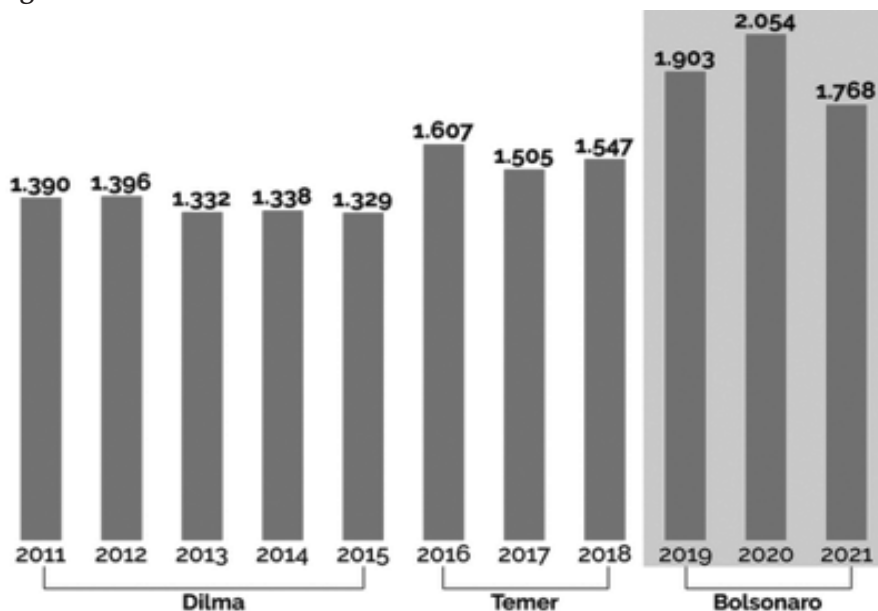




l'augmentation de la violence (Figure 4) et, même, l'élimination physique (CPT, 2020).

La Commission Pastorale de la Terre (CPT) a enregistré 35 meurtres dans les campagnes en 2021, dont 28 en Amazonie. Ce chiffre est presque deux fois plus élevé qu'en 2020, année où le CPT a enregistré 18 meurtres. L'État où le nombre de décès répertoriés est le plus élevé est Rondônia, avec 11 meurtres. Cinq des décès sont survenus dans le périmètre de réforme agraire de Tiago Santos et trois autres dans celui d'Ademar Ferreira, dans le district de Nova Mutum près de la capitale Porto Velho. Les victimes étaient membres de la Ligue des paysans pauvres (LCP) et ont été tuées lors d'une action policière. Le deuxième État ayant enregistré le plus grand nombre de décès est le Maranhão, qui a connu une escalade des conflits ruraux ces dernières années. Neuf meurtres ont été enregistrés, dont trois de quilombolas. Cinq dirigeants quilombolas ont été tués entre 2020 et 2022 dans les communautés de Cedro et Flexeira, dans le Baixada Maranhense.

Figure 4 : Nombre de conflits sociaux ruraux entre 2011 et 2021



Source : Centro de documentação Dom Tomas Balduino, (CPT 2022).

Dans son discours controversé prononcé lors de l'ouverture du salon Agrishow le 29 avril 2019, Jair Bolsonaro a annoncé qu'il enverrait au Congrès national un projet de loi visant à libérer de toute sanction les propriétaires ruraux qui tirent sur des « envahisseurs ». L'auditoire de représentants de l'agrobusiness a applaudi avec enthousiasme une telle mesure. L'un des thèmes débattus lors du salon était l'agriculture 4.0, et l'adhésion des ruralistes à la mesure d'exclusion de l'illégalité proposée par le président nous donne une idée de ce que représente réellement cette modernité de





la 4^e révolution technologique en terre brésilienne, qui coexiste historiquement avec des pratiques de travail dégradantes dans les campagnes, l'expropriation des paysans des peuples autochtones et la destruction des ressources naturelles. Bolsonaro propose d'étendre la légitime défense à la propriété rurale, en la plaçant au-dessus de la vie humaine. Bien qu'il s'agisse encore d'un projet qui doit être traité par le Congrès, le discours de Bolsonaro sert d'incitation à la persécution des mouvements populaires dans les campagnes, aux meurtres et aux massacres des dirigeants syndicaux et indiens.

CONCLUSION

Le démantèlement des politiques spécifiques d'agriculture familiale et sécurité alimentaire associé à la dérégulation environnementale et foncière et aux facilités de crédit pour l'agri business a eu deux autres conséquences graves : i) la perte des capacités de l'Etat et leur difficile reconstruction, comme le montre l'étude de l'INCT PPED & IPEA (2022) ; ii) l'incroyable crise de faim et insécurité alimentaire, en particulier en milieu rural pauvre (PENSSAN, 2022).

A ce jour nous ne disposons pas des programmes des candidats aux élections présidentielles d'octobre 2022 en matière de politiques agricoles. Il est vraisemblable que les soutiens du président sortant vont vouloir accentuer le processus de dérégulation pour pouvoir avoir accès à de nouvelles terres publiques, indigènes ou réserves environnementales. Cependant cette dérive peut ne pas satisfaire certains secteurs de l'agrobusiness sensibles aux normes des marchés européens et japonais et ayant réalisé des efforts en matière de qualification des produits et de traçabilité à l'image des grands producteurs de viande bovine (Pompeia, 2022).

La coalition autour de Lula da Silva est très tentée de défendre un retour à une politique différenciée pour l'agriculture familiale, voire à la reconstruction du système de sécurité alimentaire et nutritionnelle qui a été construit sur l'expérience du programme Faim Zéro. Cependant, le contexte économique international et la nouvelle configuration politique nationale, en particulier le pouvoir des secteurs les plus libéraux au Congrès national, peuvent devenir des obstacles majeurs à ces objectifs. De plus, la coalition politique construite autour de la candidature de Lula elle-même suggère déjà que l'agro-business continuera de bénéficier d'un soutien public massif, quel que soit le gouvernement élu. Ce qui n'est pas clair jusqu'alors c'est si une telle coalition tentera et pourra recréer le « pacte politique » instable qui, du milieu des années 1990 à 2016, a été responsable de la coexistence de différents modèles de développement rural.

En ce moment, à la veille des élections, il y a un débat sur le type d'institution qui peut émerger dans ce nouveau contexte. Bien qu'il y ait une compréhension commune au sein de la coalition autour de Lula sur la nécessité d'abroger de nombreux décrets autocratiques signés par Bolsonaro, et sur le retour nécessaire de certaines politiques et instances de





participation sociale, en particulier celles axées sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de nombreux doutes subsistent sur les structures institutionnelles qu'il faudrait recréer ou transformer, sachant que la singularité du Brésil entre 1999 et 2016 était l'existence d'un Ministère du Développement Agraire, qui était en charge de la plupart des politiques visant l'agriculture familiale et la réforme foncière.

Plusieurs universitaires et quelques représentants des mouvements sociaux ruraux de l'agriculture familiale, de la sécurité alimentaire et de la transition agro écologique proposent une sortie par le haut. Il s'agirait, d'une part, de transformer le Ministère de l'agriculture et de l'élevage en un grand ministère de l'alimentation ; et d'autre part, de décliner la gestion de l'alimentation et donc de la production agricole à partir de la spécificité des territoires, y compris de leurs modes de consommation.

RÉFÉRENCES

- Alves, E Rocha D. « Ganhar tempo é possível? » In Gasques, J.G. Vieira Filho J. E. & Navarro Z. (dir) A agricultura brasileira: desempenho recente, desafios e perspectivas, Brasília: Ipea/Mapa., 2010 pp.275-290.
- Andrade D. Populism from above and below: The path to regression in Brazil. *The Journal of Peasant Studies*, 28. 2020
- Avritzer, L. Política e antipolítica nos dois anos de governo Bolsonaro. In Governo Bolsonaro: Retrocesso democrático e degradação política. São Paulo: Autêntica Editora. 2021
- Avritzer, L.. O Pêndulo da Democracia no Brasil, São Paulo: Ed. Todavia, 2019
- Barbosa, L. G., Alves, M. A. S., & Grelle, C. E. V. Actions against sustainability: Dismantling of the environmental policies in Brazil. *Land Use Policy*, 104, 2021, 105384. <https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2021.105384>
- Bauer, M. W., & Becker, S. Democratic Backsliding, Populism, and Public Administration. *Perspectives on Public Management and Governance*, 3(1), 2020 : 19–31. <https://doi.org/10.1093/ppmgov/gvz026>
- Bauer, M. W., & Knill, C.. A Conceptual Framework for the Comparative Analysis of Policy Change: Measurement, Explanation and Strategies of Policy Dismantling. *Journal of Comparative Policy Analysis: Research and Practice*, 16 (1), 2014: 28–44. <https://doi.org/10.1080/13876988.2014.885186>
- Bauer, M. W.; Jordan, A.; Green-Pedersen, C.; Heritier A. Dismantling Public Policy: Preferences, Strategies and Effects, Oxford: Oxford University Press. 2013.
- Brown, S. Bolsonaro prévoit une salve de lois anti-environnementales en 2022, *Les Echos de la Planète*, 04/04/2022, <https://planete.lesechos.fr/enquetes/bolsonaro-prevoit-une-salve-de-lois-anti-environnementales-en-2022-13115/>
- Burns, C., Eckersley, P., & Tobin, P. EU environmental policy in times of crisis. *Journal of European Public Policy*, V. 27 (1) 2020 : 1350-1763
- Campanha Permanente Contra os Agrotóxicos e pela Vida “Pacote do Veneno é aprovado na Câmara dos Deputados e segue para o Senado” 11/02/2022. <https://contraosagrototoxicos.org/camara-aprova-pacote-do-veneno-em-votacao-relampago-e-marca-derrota-civilizatoria>





- Capelari, M. G. M., Araújo, S. M. V. G. de, Calmon, P. C. D. P., & Borinelli, B. Mudança de larga escala na política ambiental: Análise da realidade brasileira. *Revista de Administração Pública*, 54(6), 2020 : 1691–1710. <https://doi.org/10.1590/0034-761220190445>.
- Carson, M., Burns, T.R., Calvo, D. Public Policy Paradigms: Theory and Practice of Paradigm Shifts in the European Union. Peter Lang, Frankfurt/New York/Oxford. 2009.
- Christophe, B., Kohl, C., Liebau, H., & Saupe, A. Claims to Authenticity in Populist Discourses: General Introduction to the Volume. In C. Kohl, B. Christophe, H. Liebau, & A. Saupe (Eds.), *The Politics of Authenticity and Populist Discourses* Springer International Publishing, 2021, pp. 3–29. https://doi.org/10.1007/978-3-030-55474-3_1
- Comissão Pastoral da Terra (CPT). Conflitos no campo: Brasil 2019. Goiânia: Centro de Documentação Dom Tomás Balduino, CPT Nacional. 2020.
- CONAB, Processo de modernização prevê desmobilização de 27 unidades da rede, MAPA, Notícias,, 23 de Maio de 2019 <https://www.conab.gov.br/ultimas-noticias/2907-processo-de-modernizacao-preve-desimobilizacao-de-27-unidades-da-rede-armazenadora>
- Crozet Y. « Trente ans de déréglementation : quel bilan ? », Regards croisés sur l'économie, n° 2, 2007 p. 118-126. DOI : 10.3917/rce.002.0118. URL : <https://www.cairn.info/revue-regards-croises-sur-l-economie-2007-2-page-118.htm>
- Dagicour O. « Géopolitique de l'Amazonie », Politique étrangère, v1. 2020 : 135-146. DOI : 10.3917/pe.201.0135. <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2020-1-page-135.htm>
- Feres Júnior, J., & Gagliardi, J. Populism and the Media in Brazil: The Case of Jair Bolsonaro. In C. Kohl, B. Christophe, H. Liebau, & A. Saupe (Eds.), *The Politics of Authenticity and Populist Discourses* Springer International Publishing. 2021, pp. 83–104. https://doi.org/10.1007/978-3-030-55474-3_5
- Ferreira, J., Aragao, L. E. O. C., Barlow, J., Barreto, P., Berenguer, E., Bustamante, M., Gardner, T. A., Lees, A. C., Lima, A., Louzada, J., Pardini, R., Parry, L., Peres, C. A., Pompeu, P. S., Tabarelli, M., & Zuanon, J. Brazil's environmental leadership at risk. *Science*, 346 (6210), 2014 : 706–707. <https://doi.org/10.1126/science.1260194>
- Gorgen Frei A S. A política agrícola que pode mergulhar o país na fome, *Outras Mídias*, 10/09/2020 <https://outraspalavras.net/outrasmidias/a-politica-agricola-que-pode-mergulhar-o-pais-na-fome/>
- Grisa, C. « Políticas públicas para a agricultura familiar no Brasil: produção e institucionalização das ideias. » Thèse de doctorat en sciences sociales. Rio de Janeiro : Université fédérale rurale de Rio de Janeiro (UFRRJ). 2012.
- Hall P., Policy Paradigm, Social Learning and the State, the Case of Economic Policy in Britain, *Comparative Politics*, 1993, 275-296.
- Hogan, J., & Howlett, M. Reflections on Our Understanding of Policy Paradigms and Policy Change. In J. Hogan & M. Howlett (Eds.), *Policy Paradigms in Theory and Practice*, Palgrave Macmillan UK, 2015 pp. 3–18. <https://doi.org/10.1057/97811374340431>
- Howlett, M. Procedural Policy Tools and the Temporal Dimensions of Policy Design. Resilience, Robustness and the Sequencing of Policy Mixes. *International Review of Public Policy*, 1(1:1), 2019:27–45.





- IMAZON Sistema de Alerta da Deflorestação (SAD) São Paulo : Imazon, abril 2021. <https://imazon.org.br/imprensa/desmatamento-na-amazonia-cresce-54-e-atinge-pior-abril-dos-ultimos-15-anos/>
- INCT/PPED Desmonte e reconstrução das capacidades estatais para o futuro Pós-Pandemia. Rio de Janeiro, IPEA 2021 <https://inctpped.ie.ufrj.br>
- IPAM - Lays Ushirobira Amazônia Acelerada: quanto tempo temos para reverter a devastação da floresta, Notícias.11.05.2022. <https://ipam.org.br/amazonia-acelerada-quanto-tempo-temos-para-reverter-a-devastacao-da-floresta>
- Laschefski, K., & Zhou, A. *Indigenous Peoples, Traditional Communities and the Environment: The 'Territorial Question' Under the New Developmentalist Agenda in Brazil*. Political Science, 32, The Brazilian Left in the 21st Century. 2019 DOI:10.1007/978-3-030-03288-3_10
- Lascoumes, P. & Le Galès, P. 5. Institutions, normes et instruments de l'action publique. In : P. Lascoumes & P. Le Galès (Dir), *Sociologie de l'action publique*, Paris: Armand Colin. 2018, pp. 84-102.
- Leite A.Z., Tubino N., Sauer S. Políticas públicas para terra e território: um olhar prospectivo sobre os próximos quatro anos no campo brasileiro. In Azevedo JSG & e Pochmann M. *Brasil: Incertezas e submissão?* São Paulo, Fundação P. Abramo, 2019. p. 171-190.
- Levis, C., Flores, B. M., Mazzochini, G. G., Manhães, A. P., Campos-Silva, J. V., Borges de Amorim, P., Peroni, N., Hirota, M., & Clement, C. R. Help restore Brazil's governance of globally important ecosystem services. *Nature Ecology & Evolution*, 4(2), 2020: 172–173. <https://doi.org/10.1038/s41559-019-1093-x>
- Mahoney J., Thelen K., *Explaining Institutional Change: Ambiguity, Agency, and Power*, Cambridge, Cambridge University Press. 2010.
- Mény, Y., Thoenig, J.C. *Politiques publiques*, Paris: PUF, 1989.
- Mello, J. Caminhos do desmonte de políticas públicas no Brasil: condicionantes e hipóteses. *Texto para Discussão*. IPEA: Brasília, 2022.
- Milhorance, C. «Policy dismantling and democratic regression in Brazil under Bolsonaro: Coalition politics, ideas, and underlying discourses». *Review of Policy Research*. 2022. <https://doi.org/10.1111/ropr.12502>
- Modelli, L. Agrotóxicos banidos na UE encontram terreno fértil no Brasil, *Deutsche Welle* 04/03/2022 <https://www.dw.com/pt-br/agrot%C3%B3xicos-banidos-na-ue-e-eua-encontram-terreno-f%C3%A9rtil-no-brasil/a-61004105>
- Navarro, Zander & Maria Thereza Macedo Pedroso. *Agricultura familiar: é preciso mudar para avançar*. Texto para discussão 42. Brasília: Embrapa Informação Tecnológica. 2011.
- Niederle, P., Grisa, C., Piccolotto, E. L., & Soldera, D. Narrative Disputes over Family-Farming Public Policies in Brazil: Conservative Attacks and Restricted Countermovements. *Latin American Research Review*, 54(3), 2019: 707–720. <https://doi.org/10.25222/larr.366>
- Niederle, P., Petersen, E. Coudel, C. Grisa, C. Schmitt, E. Sabourin, E. Schneider, A. Brandenburg, C. Lamine, Ruptures in the Agroecological Transitions: Institutional Change and Policy Dismantling in Brazil, *Journal of Peasant Studies*, 50, 2022 <https://doi.org/10.1080/03066150.2022.2055468>
- OAE Observatório da Alimentação Escolar https://alimentacaoescolar.org.br/media/notastecnicas/documentos/Novo_Posicionamento_Publico_PL_4.195.pdf
- Palier B, Y Surel, T Bossy, L Boussaguet, D Chabalier, J Devineau, A Evrard, C Hoeffler, M-E Lacuisse, M Lardone, C Ledoux, G Matagne, P-L Mayaux, C





- Palpant, P. Prat, Quand les politiques changent: temporalités et niveaux de l'action publique, Paris: L'Harmattan, coll. Logiques politiques, 2010.
- Pierson, P. *Dismantling the welfare state?: Reagan, Thatcher and the politics of retrenchment*. Cambridge University Press. 1994.
- Pompeia, C. O agrobolsonarismo o presidente cooptou uma parte relevante do agronegócio, mas está longe de ter apoio incondicional, *Revista Piauí*, 184, Janvier 2022 Columna: anais do campo.
- Pompeia, C ; Schneider S. As diferentes narrativas alimentares do agronegócio. Desenvolvimento e Meio Ambiente, Vol. 57, p. 175-198, jun. 2021. DOI: 10.5380/dma.v56i0.77248. Agronegócio em tempos de colapso planetário: abordagens críticas.
- Porto S. ; Castro M. Mariana Preço da comida: Brasil perdeu 30% de área de cultivo de alimentos para o agronegócio Brasil de Fato 14 setembro 2020 <https://www.brasildefato.com.br/2020/09/14/preco-da-comida-brasil-perdeu-30-de-area-de-cultivo-de-alimentos-para-o-agronegocio>
- Reis, A. A. C. dos. O que será do Brasil e do SUS? *Revista Eletrônica de Comunicação, Informação e Inovação Em Saúde*, 12 (2) 2018. <https://doi.org/10.29397/reciis.v12i2.1551>
- Ribeiro-Silva, R. de C., Pereira, M., Campello, T., Aragão, É., Guimarães, J. M. de M., Ferreira, A. J., Barreto, M. L., & Santos, S. M. C. dos. Implicações da pandemia COVID-19 para a segurança alimentar e nutricional no Brasil. *Ciência & Saúde Coletiva*, 25(9), 2020:3421–3430. <https://doi.org/10.1590/1413-81232020259.22152020>
- Sabourin, E., Craviotti, C., & Milhorange, C. The Dismantling of Family Farming Policies in Brazil and Argentina. *International Review of Public Policy*, 2(1), 2020: 1–24. <http://journals.openedition.org/irpp/799>
- Sabourin, E., Grisa, C., Niederle, P., Pereira Leite, S., Milhorange, C., Damasceno Ferreira, A., Sauer, S., & Andriguetto-Filho, J. M. Le démantèlement des politiques publiques rurales et environnementales au Brésil. *Cahiers Agricultures*, 29, 31. 2020 <https://doi.org/10.1051/cagri/2020029>
- Salama, P. Des pays toujours émergents ? Paris: La Documentation française: DILA - Direction de l'information légale et administrative. 2014.
- Sauer S, Leite AZ. Medida Provisória 759: descaminhos da reforma agrária e legalização da grilagem de terras no Brasil. *Retratos de Assentamentos*, 20, 2017: 14-40,
- Sauer S, Mézsáros G. The Political Economy of land struggle in Brazil under Workers' Party Governments. *Journal of Agrarian Change*, 17, 2017: 397-413. <https://doi.org/10.1111/joac.12206>
- Sauer S, Tubino N, Leite AZ, Carrero GC. Governo Bolsonaro amplia a grilagem de terras com mais uma medida provisória. *Boletim DataLuta*, 144, 2019: 2-11 http://www2.fct.unesp.br/nera/boletimdataluta/boletim_dataluta_12_2019.pdf
- Schmitt, S. Sequences of Active Policy Dismantling? Path Dependency in Pension Reform Processes. In M. W. Bauer, A. Jordan, C. Green-Pedersen, & A. Héritier (Eds.), *Dismantling Public Policy* Oxford University Press. 2012, pp. 56–80 <https://doi.org/10.1093/acprof:oso/9780199656646.003.0003>
- Schneider S., Kunrath Silva M., Morruzzi Marques P. E. (dir.), Políticas Públicas e Participação Social no Brasil Rural, Porto Alegre, UFRGS Editora, 2004
- Schreiber, M. Os gastos bilionários que Bolsonaro propõe para a Defesa e que levarão a cortes em outras áreas em 2021. BBC News Brasil. 2020. <https://www.bbc.com/portuguese/brasil-53969636>





Vergara-Camus, L.; Kay, C. "The agrarian political economy of left-wing governments in Latin America: Agribusiness, peasants, and the limits of neo-developmentalism", *Journal of Agrarian Change*, 17(2) 2017: 415–437. <https://doi.org/10.1111/joac.12216>

Watts, J. Brazil's new foreign minister believes climate change is a Marxist plot. *The Guardian*. 2018, November 15, <https://www.theguardian.com/world/2018/nov/15/brazil-foreign-minister-ernesto-araujo-climate-change-marxist-plot>



